

Le salariat de plein emploi n'est plus l'horizon des nouvelles générations, mais cela signifie nullement la fin du travail

Michel Freyssenet
CNRS

Les transformations que le travail et l'emploi ont connues depuis la crise de 1974 ont conduit certains à annoncer la "fin du travail". Pour les uns, le travail changerait de nature, il deviendrait une activité susceptible de permettre l'épanouissement individuel. Pour les autres, il n'en serait rien, mais la réduction inéluctable du temps à lui consacrer en raison des nouvelles technologies lui ferait perdre la centralité qu'il a eue jusqu'à présent dans la vie sociale et laisserait la possibilité de se livrer à des activités libres véritablement créatrices.

Les premiers ont été sensibles à l'abandon de règles qualifiées de tayloriennes dans les entreprises, à la disparition de nombreuses tâches pénibles et peu qualifiées, ainsi qu'à la sollicitation de l'initiative des salariés. Le travail serait donc selon eux de moins en moins contraint et prescrit. Il tendrait à devenir une activité permettant à un nombre croissant de salariés d'accroître leurs compétences, voire de s'y accomplir. Mieux encore, il deviendrait possible de développer à nouveau les emplois de travailleurs indépendants, maîtres de leur temps et de leurs moyens de travail, notamment grâce aux nouvelles technologies. La "fin du travail" résulterait de son dépassement.

Les seconds envisagent la "fin du travail" d'une manière tout autre. Les changements de nature du travail salarié sont pour eux illusoire ou cosmétiques. Il n'y a d'autre solution que d'en réduire l'emprise sur les relations entre les personnes. Or le moment serait venu où un tel projet serait réalisable. La permanence d'un chômage de masse et son accentuation prévisible avec la diffusion de l'automatisation et de l'informatique dans tous les secteurs vont obliger à partager le travail entre salariés et chômeurs en réduisant le temps individuel à lui consacrer. Cette situation nouvelle serait une formidable opportunité pour développer des activités de libre choix, hors des relations marchandes et de la pression à toujours plus consommer. Le temps consacré à ces activités devenant plus important que celui exigé par le travail ferait que ce dernier ne serait plus le centre de la vie sociale. La multiplication des associations, des initiatives bénévoles, des actions de solidarité, des activités culturelles et sportives serait annonciatrice de cette nouvelle ère. Il conviendrait d'en accélérer la généralisation pour changer les rapports sociaux.

Freyssenet, M., "le salariat de plein emploi n'est plus l'horizon des nouvelles générations, mais cela signifie nullement la fin du travail", version initiale de Freyssenet M., "La crise et les transformations des formes de l'emploi ne signifient nullement la fin du travail", in Cordellier, S., *Le Nouvel Etat du Monde, 80 idées-forces pour entrer dans le XXIème siècle?* Paris, la Découverte, 1999, pp. 101-103. Deuxième édition actualisée, Cordellier, S. (dir.), *Le nouvel état du monde. Les idées-force pour comprendre les nouveaux enjeux internationaux*, Paris, la Découverte, 2002, pp 161-163.

Il est fort à parier que ni l'une ni l'autre de ces "fins du travail" ne s'enclencheront, bien que l'on puisse affirmer que le travail disparaîtra effectivement un jour, car, contrairement à l'évidence commune, il n'a pas toujours existé. Mais sa disparition se fera selon de tout autres modalités que celles envisagées par les tenants actuels de la "fin du travail" et à un horizon que l'on ne peut raisonnablement prévoir. Reprenons les deux points de vue.

Selon le premier point de vue, W. Taylor aurait inventé au tournant du XXe siècle la division de la conception et de l'exécution du travail, en confiant à des ingénieurs la définition précise d'opérations minutées, simples à effectuer et leur prescription à des ouvriers sélectionnés et payés uniquement pour les réaliser, sans pouvoir de les modifier. Cette division du travail aurait atteint son paroxysme avec le travail à la chaîne et sa généralisation. Le rejet dont ce travail a fait l'objet dans les années soixante-dix, les contre-performances en terme de qualité, les limites atteintes en termes de productivité auraient finalement convaincu les dirigeants d'entreprise en nombre croissant de la nécessité de remettre en cause les principes tayloriens. Après avoir essayé "l'humanisation du travail" préconisée par des firmes suédoises sous forme de travail en "module", ils auraient finalement adopté les "méthodes japonaises", consistant à demander aux opérateurs d'améliorer l'efficacité du travail à la chaîne ou des machines en recherchant et en éliminant les causes des défauts, des dysfonctionnements et des pannes. Cet appel à l'initiative et à l'intelligence dans le travail inverserait le mouvement de division voulue par Taylor. Les ouvriers et nombre d'employés pourraient à nouveau trouver dans leur activité professionnelle la possibilité de s'y investir intellectuellement et affectivement, comme peuvent le faire les techniciens et les cadres. Le processus serait à accélérer au grand bénéfice aussi bien des salariés que des entreprises. En outre, la disparition des tâches de production directe grâce à l'automatisation ferait de plus en plus du travail, comme en témoigne l'explosion des emplois tertiaires, une activité de relation entre individus, beaucoup plus rétive aux tentatives de prescription. Ainsi aurait été mis fin à une aberration qui aurait marqué le siècle.

Cette vision optimiste commence à être clairement contredite par nombre d'évolutions récentes. Le travail dit "à la japonaise" n'a pas empêché au début des années quatre vingt dix une grave crise du travail chez Toyota, la firme emblématique du modèle dit japonais. La disparition de tâches de production directe n'aboutit pas à ne laisser que des emplois de conception, de gestion et de maintenance, mais elle s'accompagne d'un déplacement de la division du travail au sein de ces activités. Il en est de même pour les activités de service, à travers certaines formes d'informatisation.

Pourquoi en est-il finalement ainsi, malgré des tentatives périodiques pour changer l'évolution du contenu du travail? L'argumentation selon laquelle la nature du travail serait en passe d'être transformée fait abstraction de l'origine de la division (inégalitaire) de l'intelligence du travail entre salariés, formule plus exacte que celle de division entre conception-exécution, car aucune tâche, fut-elle prescrite, ne peut s'exécuter sans un minimum de réflexion et d'expérience. Cette forme historique particulière de division du travail ne date pas en effet de Taylor. Celui-ci n'a pas fait que proposer une nouvelle méthode, bien coûteuse et imparfaite, consistant à décomposer les mouvements et à les chronométrer. La division de l'intelligence du travail remonte au moins à la naissance du capitalisme et du salariat. Elle s'est imposée dans l'organisation produc-

Freyssenet, M., "Le salariat de plein emploi n'est plus l'horizon des nouvelles générations, mais cela signifie nullement la fin du travail", version initiale de: Freyssenet, M., "La crise et les transformations des formes de l'emploi ne signifient nullement la fin du travail", in Cordellier, S., *Le Nouvel Etat du Monde, 80 idées-forces pour entrer dans le XXIème siècle?* Paris, la Découverte, 1999, pp. 101-103. Deuxième édition actualisée, Cordellier, S. (dir.), *Le nouvel état du monde. Les idées-force pour comprendre les nouveaux enjeux internationaux*, Paris, la Découverte, 2002, pp 161-163.

tive et la conception des machines, car dans ce rapport social, le propriétaire ou le dirigeant ne peut jamais avoir la certitude d'obtenir de ses salariés en quantité, qualité, coût et délais la production pour laquelle il a investi du capital. La limitation de l'autonomie et du savoir nécessaire des salariés dans la réalisation de la production a été et demeure, avec la pression du chômage, la voie privilégiée pour réduire cette incertitude fondamentale. L'inversion de la division de l'intelligence du travail impliquerait de parier sur la confiance et aboutirait de proche en proche à remettre en cause le rapport salarié lui-même.

Les tenants de la "fin du travail" par la réduction du temps à lui consacrer estiment quant à eux qu'il est dans la nature du travail industriel d'être prédéterminé et du rapport salarié d'être un rapport de dépendance. Il ne sert donc à rien d'espérer de ce côté-là une quelconque issue vers des activités créatrices et épanouissantes pour le plus grand nombre. Le travail, nécessaire pour assurer la production des biens communs jugés indispensables ou souhaitables, peut être en revanche réduit au minimum grâce à l'automatisation, qui sans mener à l'usine sans homme conduit inévitablement à un nombre faible d'emplois par rapport à la population en âge de travailler. Plutôt que peu de personnes se "tuent" au travail, pendant que d'autre "meurent" de ne pas en avoir, partageons ce travail contraint pour dégager le maximum de temps de libre choix. Dès lors, les activités créatrices ou relationnelles, menées hors de tout rapport marchand et occupant l'essentiel du temps, ne pourront qu'être valorisées socialement et devenir le fondement de nouveaux liens sociaux.

Ce point de vue comme le précédent oublie de reconstituer la trajectoire de nos sociétés et refuse de considérer la dynamique du rapport social dominant qu'est aujourd'hui le capitalisme, quelle que soit la forme qu'il prend. Le chômage de masse n'est pas une nouveauté. On peut même dire qu'historiquement le plein emploi a plutôt été l'exception. Il a été principalement lié à un mode de croissance et de redistribution des revenus, qui n'a existé que dans un nombre très limité de pays, entre la seconde guerre mondiale et la crise de 1974. En d'autres termes, ailleurs et à d'autres époques, le raisonnement actuel sur la "fin du travail" aurait tout aussi bien pu être tenu. On aurait pu considérer en effet que les gains considérables de productivité déjà réalisés dans la production de l'alimentation, de l'habillement, de l'habitation, de l'énergie et du transport, suffisaient au bonheur de tous, et qu'il était temps de se partager ce travail-là, pour accéder à des activités librement ou démocratiquement choisies. Il n'a pas manqué d'ailleurs de réformateurs sociaux pour défendre un tel projet.

Mais on voit bien les deux grands problèmes qu'il soulève. Quels biens seront considérés comme nécessaires et suffisants pour faire l'objet d'une production la plus automatisée possible, afin de dégager du temps pour tous? Surtout par quel miracle, les entreprises capitalistes renonceraient à investir de nouveaux secteurs d'activités dès lors qu'il apparaîtrait qu'ils correspondent à de nouveaux besoins solvables. Ni la nature de ces activités, ni leur réalisation sous une forme non marchande ne sont des remparts contre la poussée qui ne manquera pas de se produire pour qu'elles soient effectuées sous une forme capitaliste. Cette poussée s'est bien sûr déjà produite dans maints domaines. Il y a encore peu il était impensable que les loisirs puissent être organisés et vécus sous une forme autre que familiale, amicale, corporative ou associative. Il n'est pas besoin de rappeler combien ils sont devenus un secteur économique essentiel et

Freysenet, M., "Le salariat de plein emploi n'est plus l'horizon des nouvelles générations, mais cela signifie nullement la fin du travail", version initiale de: Freysenet, M., "La crise et les transformations des formes de l'emploi ne signifient nullement la fin du travail", in Cordellier, S., *Le Nouvel Etat du Monde, 80 idées-forces pour entrer dans le XXIème siècle?* Paris, la Découverte, 1999, pp. 101-103. Deuxième édition actualisée, Cordellier, S. (dir.), *Le nouvel état du monde. Les idées-force pour comprendre les nouveaux enjeux internationaux*, Paris, la Découverte, 2002, pp 161-163.

comment la division du travail s'y développe tout aussi bien et rapidement que dans une usine, à coup de réorganisation et d'informatisation de la gestion et de rationalisation des prestations.

Bien sûr le pouvoir politique soustrait régulièrement à l'extension de la production capitaliste certaines activités, voire lui en enlève, au nom de l'intérêt général ou de considérations morales ou religieuses, ainsi en France par exemple, pour l'instant et bien que partiellement, de l'enseignement, de la santé, de "l'humanitaire", etc. Mais chacun connaît les tentatives pour qu'il en soit autrement. Elles ne sont pas le fruit d'une course imbécile au profit. Elles sont une nécessité pour que le capitalisme perde. Il a constamment besoin de nouveaux champs d'investissement. Par ailleurs, les activités réalisées sur le mode domestique, associatif ou étatique, n'ayant pas pour objectif la productivité, demandent temps et argent qui finissent par apparaître trop importants, eu égard à d'autres activités ou dépenses souhaitables. Il est toujours alors des entreprises capitalistes pour proposer de fournir ces mêmes biens et services en plus grande quantité et à moindre prix. Nous assistons aujourd'hui massivement à ce phénomène. Bref tout se passe comme si dans nos sociétés, les activités "libres" ou collectives jouaient en fait le rôle de poissons-pilotes des entreprises capitalistes pour détecter et faire émerger de nouveaux besoins susceptibles de devenir des marchandises.

Le constat est-il désespérant? On peut affirmer au moins que la quantité de travail salarié possible non seulement n'est pas vouée à se réduire inéluctablement, mais peut s'accroître à nouveau. Le chômage de masse a d'autres causes, qui sont à chercher dans les modes de croissance et de distribution des revenus nationaux qui prévalent aujourd'hui. Tout finira-t-il alors par être transformé en marchandises produites par des salariés soumis à une division du travail et à un contenu du travail qui leur échappent?

Bien que l'exercice ait quelque chose d'un peu dérisoire, on peut se risquer à quelques raisonnements pour répondre à cette question. Aussi incroyable que cela puisse paraître, tellement il a été naturalisé, universalisé et sacralisé dans nos sociétés, le travail est une "invention" récente. Que l'on y réfléchisse bien, une même activité peut être considéré comme du travail ou du non travail suivant en fait le rapport social sous lequel il est effectué. C'est l'extension du salariat qui a transformé nombre d'activités en travail. Ainsi de l'activité sportive par exemple. Dès lors, pour que le travail ne soit plus socialement central, il faudrait un reflux du rapport capital-travail sous le dynamisme d'un autre rapport social qui finirait par le supplanter, comme lui-même l'a fait et continue de le faire avec des rapports sociaux antérieurs à lui. Nous commençons à peine à comprendre les processus qui font qu'un rapport social émerge, se diffuse, puis hégémonise et homogénéise la vie sociale. C'est qu'en poursuivant minutieusement une telle enquête que l'on a quelque chance de savoir comment on pourrait en finir avec le travail.

Freyssenet, M., "Le salariat de plein emploi n'est plus l'horizon des nouvelles générations, mais cela signifie nullement la fin du travail", version initiale de: Freyssenet, M., "La crise et les transformations des formes de l'emploi ne signifient nullement la fin du travail", in Cordellier, S., *Le Nouvel Etat du Monde, 80 idées-forces pour entrer dans le XXIème siècle?* Paris, la Découverte, 1999, pp. 101-103. Deuxième édition actualisée, Cordellier, S. (dir.), *Le nouvel état du monde. Les idées-force pour comprendre les nouveaux enjeux internationaux*, Paris, la Découverte, 2002, pp 161-163.

Brève bibliographie

- R. Castel, *Métamorphose de la question sociale*, Fayard, Paris, 1995.
- M. Freyssenet (sous la dir. de), « Les énigmes du travail », *Sociologie du Travail*, n° hors série, Dunod, Paris, 1994
- M. Freyssenet, Historicité et centralité du travail, in J. Bidet, J. Texier (sous la dir. de) *La Crise du travail*. PUF, Paris, 1995.
- A. Gorz, *Métamorphose du travail : quête de sens*, Galilée, Paris, 1989.
- D. Méda, *Le Travail, une valeur en voie de disparition*, Aubier, Paris, 1995.
- B. J. Rifkin, *La Fin du travail*, La Découverte, Paris, 1996 (rééd. « Poche », 1997).

Freyssenet, M., "Le salariat de plein emploi n'est plus l'horizon des nouvelles générations, mais cela signifie nullement la fin du travail", version initiale de: Freyssenet, M., "La crise et les transformations des formes de l'emploi ne signifient nullement la fin du travail", in Cordellier, S., *Le Nouvel État du Monde, 80 idées-forces pour entrer dans le XXIème siècle?* Paris, la Découverte, 1999, pp. 101-103. Deuxième édition actualisée, Cordellier, S. (dir.), *Le nouvel état du monde. Les idées-force pour comprendre les nouveaux enjeux internationaux*, Paris, la Découverte, 2002, pp 161-163.